

menterait les secours qui atteindraient la population du Biafra. Tant qu'on n'aura pas examiné ce plan, je ne pense pas qu'il soit de l'intérêt des Biafrais de prendre une décision au sujet de l'autre question.

LES ANCIENS COMBATTANTS

LES PRÉAVIS DE FERMETURE DE LA CLINIQUE MÉDICALE DE SYDNEY

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Ma question s'adresse au ministre des Affaires des anciens combattants. Étant donné que plusieurs employés de la clinique médicale des Affaires des anciens combattants à Sydney ont reçu un préavis aux termes duquel leurs services ne seraient plus requis après le 31 janvier et que, d'autre part, les médecins de cette clinique sont transférés ailleurs, donnant ainsi à craindre que la clinique soit fermée, ce qui créera de pénibles difficultés, le ministre voudrait-il examiner la question et voir si cette clinique ne peut pas être maintenue pour le plus grand bien des anciens combattants?

L'hon. Jean-Eudes Dubé (ministre des Affaires des anciens combattants): Nous devons, en fait, réduire le nombre de nos employés mais nous continuerons à assurer, comme par le passé, les services excellents dont jouissent les anciens combattants, y compris ceux de Sydney.

M. Muir (Cape Breton-The Sydneys): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je regrette, mais je ne suis pas d'accord avec le ministre. Aurait-il l'obligance de nous dire, avant que la Chambre s'ajourne, quand le premier ministre et son gouvernement vont cesser de traiter nos anciens combattants comme des animaux?

LES FINANCES

LA BANQUE DU CANADA—LE RELÂCHEMENT DES RESTRICTIONS DE CRÉDIT

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

A cause de la pénurie de crédit à court terme et les taux d'intérêt élevés qui placent les industries dans une situation précaire, le très honorable premier ministre dirait-il à la Chambre si la Banque du Canada relâchera le crédit, de façon à permettre aux régions défavorisées, dont le Québec, à combattre plus efficacement le chômage en 1970?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je crains que je ne puisse faire cette promesse. Le ministre des Finances a déjà indiqué à la Chambre, à quel-

ques reprises, que la Banque du Canada encourage les banques à charte à faciliter l'obtention du crédit dans les régions qui souffrent précisément de chômage plutôt que dans celles où il y a une pression inflationniste, et mes renseignements sont à l'effet que les banques appliquent effectivement cette politique.

QUESTIONS OUVRIÈRES

LA PUBLICATION DU RAPPORT SMITH SUR LE PORT DE MONTRÉAL

[Traduction]

M. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Ma question s'adresse au ministre du Travail. Le ministre nous dirait-il si le gouvernement a l'intention de déposer ou de rendre publique la teneur du rapport de la Commission Smith sur les quais de Montréal et s'il le fera avant le congé de Noël?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Le rapport Smith a été confié à des traducteurs il y a deux semaines ou peut-être même deux mois. La traduction en est maintenant terminée et j'ai pu l'examiner. Certains de ses prolongements et de ses instances sont d'assez vaste portée et ils touchent le ministère des Transports. Comme je me propose d'en discuter avec le ministère, il sera certainement impossible de le déposer, même si nous en avons l'intention, avant le congé de Noël.

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LA CONDAMNATION D'UN ESQUIMAU POUR BRACONNAGE

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, à plusieurs reprises j'ai demandé au ministre de la Justice quelle était l'attitude du gouvernement quant à la cassation d'un jugement de condamnation d'un Esquimau dans les Territoires du Nord-Ouest à la lumière de la politique du gouvernement sur la souveraineté de l'Arctique. Pourrions-nous avoir une réponse ou une déclaration du ministre, puisque les attendus du jugement indiquent que le délit s'est produit sur les glaces loin de la rive et que le même tribunal s'est chargé d'un cas de meurtre qui a eu lieu à 60 milles de la rive dans le golfe de la Reine Maud?

L'hon. John Turner (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, j'ai indiqué il y a quelques temps à l'honorable député qui m'avait adressé cette même question que bien que le jugement prononcé par M. le juge Morrow s'applique à ce cas le procureur de la Couronne m'a informé que les preuves ne sont pas absolument convaincantes. Bien que M.